

À l'ANR une nouvelle directrice générale, pour réussir en une campagne électorale ce qu'on a raté en six ans !

Depuis le 1^{er} février directrice générale de l'ANR, madame Pascale Briand vient de recevoir du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche la mission redoutable de faire produire à l'ANR, enfin, des résultats positifs ! Après un document de programmation orienté d'une façon indécente (cf. SNCS-hebdo 12 n°1), après un rapport d'auto-évaluation qu'il vaudrait mieux appeler un document de propagande (le président de la République y est vénéré comme une sorte de monarque absolu ...), voilà tout à coup l'ANR mobilisée par un sentiment d'urgence : il faudrait peut-être penser à obtenir quelques résultats concrets avant les élections ...

Mais l'ANR n'a réussi qu'une chose : convaincre en peu d'années la communauté scientifique française des ravages de la « culture de projet ». La gestion des « investissements d'avenir », qui ne sont qu'un énorme volume de vent (le « Grand emprunt » est mort, les agences de notation l'ont tué), lui fera le même effet qu'à la grenouille de la fable : une enflure fatale. C'est le constat que devra faire tout gouvernement raisonnable, au printemps.

Belle « lettre de mission » que le communiqué de presse qui accompagne la nomination de madame Briand à la direction de l'Agence nationale de la recherche ! Dans un culte de l'excellence poussé jusqu'au ridicule, l'ANR y est vantée comme une des « meilleures agences de financement sur projet », *eximia inter eximias* ! Comme si nous avions le choix ... La meilleure, nous dit-on, parce qu'elle valorise « des sujets particulièrement cruciaux pour l'avenir de notre pays ». Cocorico ! Et tant pis pour la science universelle.

Sous ce consternant discours de façade, le ministre cherche désespérément à cacher un échec ... que l'Agence avoue d'ailleurs elle-même dans son rapport d'auto-évaluation : sa politique « ... devrait se traduire dès la prochaine décennie par une inflexion positive de la courbe des publications et des brevets ». La prochaine décennie ? Les chercheurs, aujourd'hui, attendraient donc *une décennie* pour publier ? La bonne blague ! La vérité est que même à l'aune d'un indicateur aussi bête que le nombre des publications – même en surfant sur la manie bibliométrique - l'ANR n'a eu aucun effet positif. Échec total.

Certes, l'ANR a distribué un peu d'argent ! Mais ce n'est pas de l'argent en plus, c'est l'argent confisqué aux organismes de recherche, qui n'arrivent plus du coup à assurer le minimum vital à leurs laboratoires. De ces ressources imméritées, l'ANR, épinglée en 2011 par la Cour des comptes, fait hélas une gestion calamiteuse. Les trois quarts des crédits qu'elle est censée distribuer sont dévorés par les frais de gestion, d'évaluation et, ce qui n'est pas le moindre poste de gaspillage, les frais de préparation de projets qui sont, pour les quatre cinquièmes d'entre eux, jetés au panier malgré l'énergie qu'ils ont coûté à préparer ! L'ANR appelle cela, sans rire, « le travail de structuration épistémologique ». L'ANR appellerait sans doute « structuration balistique » le fait de se tirer une balle dans le pied.

Le paysage – SNRI, Alliances, LRU - dans lequel le ministre demande à madame Briand, d'inscrire l'action de l'ANR n'est qu'un décor douteux dont il faut souhaiter, vite, l'élimination par un vent salutaire. Car, l'ANR l'écrit explicitement, les nouvelles institutions de la recherche publique sont là pour « éclairer les choix du président de la République ». L'ANR n'est donc pas au service des chercheurs, mais de ce nouveau Soleil, qui entend lui-même faire les « choix » ! Tant pis pour la représentation parlementaire, tant pis pour les instances de prospective des organismes scientifiques ... et tant pis pour la Constitution, qui prévoit (article 20) que c'est le gouvernement qui détermine et conduit la politique de la Nation.

Qu'on nous débarrasse donc de ces structures autocratiques - qu'on nous débarrasse de ce Soleil qui ne nous donne même plus le chauffage et la lumière ! - et qu'on rende la lumière du jour aux véritables acteurs que sont les laboratoires, les organismes de recherche et l'université. Non pas *les* universités, qu'un libéralisme dévoyé prétend dresser les unes contre les autres, mais *l'Université* tout entière, dans le service public d'enseignement supérieur que mérite notre pays.

Pathétique encore est la demande du ministre à madame Briand d'« accélérer la mise en œuvre des investissements d'avenir ». On ne parle plus de Grand emprunt - la baudruche se dégonfle - mais il faut vite, encore, « donner une nouvelle impulsion pour accélérer (...) l'arrivée des fonds dans les laboratoires ». Quel aveu ! La réalité, derrière les belles paroles du gouvernement, est bien que pas un sou, des fameux milliards, n'est encore arrivé dans les laboratoires. Tout cela n'est que du vent ! Mais il faut au moins sauver les apparences et que quelques euros arrivent sur le terrain avant les élections ; après nous le déluge...

Dans l'immédiat, l'incantation continue : « Contribuer à améliorer le financement sur projet et à le mettre aux meilleurs standards mondiaux », on ne comprend plus ... On croyait que l'Agence était déjà la meilleure ? Mais on avoue qu'il faut « redonner du temps de recherche aux chercheurs ». Encore un effort, monsieur le ministre, pour reconnaître que c'est en supprimant l'ANR qu'on leur en rendra le plus !

Tout un symbole : une guerre (en dentelles) est déclarée à la finance et madame Lecourtier s'en va. Mais elle laisse en plan 15000 travailleurs sous contrats à durée déterminée que l'ANR a enfermés dans une vie de précarité ! La première chose à faire, avant de fermer l'ANR, sera de lui reprendre immédiatement 500 M€ qui financeront les emplois budgétaires indispensables pour rendre un avenir à ces chercheurs. Pour le reste, le « Grand emprunt » est mort. Il ne reste que ce dont on n'a jamais été avare : les superlatifs creux et les promesses. Tout cela fondra comme neige au soleil. Bon courage madame Briand pour l'enterrement de l'ANR !